

PROJET FILETS SOCIAUX: PROJET FILETS SOCIAUX- UNITE DE GESTION DU PROJET (UGP) AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ASMI/MINEPAT/CTS/PFS/UG P/2020 DU 20 JANVIER 2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ETUDE SUR LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE VICTIME DE GROSSESSE PRECOCE EN MILIEU SCOLAIRE

1. Contexte

Le Gouvernement du Cameroun a pris en 2019 l'initiative d'adhérer à la deuxième phase du projet « Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend » (SWEDD2) qui s'étend aux régions confrontées aux mêmes défis démographiques que ceux du Sahel et regroupe actuellement neuf pays. Dans le cadre de la coopération Cameroun Banque Mondiale, le Gouvernement a obtenu des fonds de préparation (Project Preparation Advance) de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour la préparation du Projet SWEDD.

Le Projet SWEDD entend couvrir trois Régions au Cameroun, à

savoir l'Extrême-nord, le Nord et l'Adamaoua où l'on trouve le plus de cibles vulnérables aux mariages et grossesses précoces, à la déscolarisation ainsi que leurs communautés. Il se veut un outil d'accélération de la transition démographique à travers une approche intégrée d'interventions qui vise l'accroissement de l'autonomisation des femmes et des adolescentes et leur accès à des services de qualité en matière de santé de reproduction, de santé de l'enfant et de santé maternelle dans trois régions du pays.

Dans le système éducatif camerounais, la question des grossesses d'élèves est traitée par la Circulaire N° 10/a/562/MINEDUC du 19 janvier 1980. Celle-ci prévoit la suspension immédiate de l'élève dès qu'elle est reconnue enceinte et indique qu'elle peut reprendre les cours après l'accouchement, dans la limite des conditions d'âges, de travail et de discipline. Il se trouve cependant que la plupart du temps, les victimes ainsi sanctionnées ne reprennent plus le chemin de l'école. C'est ce qui ressort des premiers résultats d'une enquête en cours aux Enseignements secondaires.

Le Cameroun comme la plupart des pays d'Afrique, s'est engagé à atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU en termes d'éducation et d'égalité de genre. L'Objectif de développement durable 4 assure à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité.

L'inclusion dans l'éducation consiste à s'assurer que chaque élève se sente valorisé et respecté, et puisse jouir d'un sentiment clair d'appartenance. Par conséquent, les objectifs de politiques d'éducation inclusive, par ailleurs bien pris en compte dans la stratégie du Cameroun pour le secteur de l'Education et de la formation comme principe clé, doivent comprendre différents groupes de population, y compris les jeunes filles enceintes. Dans ce sens, la grossesse précoce et non désirée doit être bien comprise comme un handicap qui met en péril le niveau d'instruction des filles. Il importe dans

ce cas, que le système éducatif camerounais s'y intéresse pour s'assurer que le droit à l'éducation de cette catégorie d'élèves soit respecté, qu'il n'y a pas de barrières constituées à la poursuite de leur scolarisation au moins jusqu'à la fin du secondaire, afin d'accroître leur pouvoir décisionnel et de contribuer à leur autonomisation.

Le Gouvernement du Cameroun compte utiliser une partie des fonds de préparation du Projet SWEDD pour réaliser une étude qui permette aux différents acteurs du système de saisir tous les contours de la problématique de la poursuite de la scolarisation de l'élève tombée enceinte afin d'y apporter une réponse appropriée.

2. Objet

L'Objectif général de l'étude vise principalement à déterminer les activités à mener en vue d'offrir un cadre approprié pour favoriser la poursuite de la scolarisation de la jeune fille victime de grossesse précoce pendant sa scolarisation.

De manière spécifique, l'étude a pour objectif :

(I) Pour la collecte des données qualitatives et quantitatives, de :

- déterminer le niveau d'application de la circulaire de 1980 relative aux grossesses en milieu scolaire sur la base du nombre de décision d'expulsion dressées à l'encontre des jeunes filles tombées enceintes au cours de leur scolarité sur les trois dernières années ;
- déterminer le taux d'abandon chez les filles tombées enceintes au cours de leur scolarisation sur les trois dernières années ;
- déterminer les causes du phénomène d'abandon.

(II) Pour l'analyse de la circulaire, de :

- faire une analyse de la circulaire de 1980 relative aux grossesses en milieu scolaire avec la législation nationale et internationale souscrite par le Cameroun

dans le domaine du droit des enfants à l'éducation et la vision du gouvernement en matière de scolarisation de la jeune fille, notamment des programmes qui accompagnent les jeunes filles enceintes ou mères au niveau du MINPROFF, du MINAS ou d'autres institutions pour comprendre quelles sont les opportunités qui sont offertes à ces filles ;

- procéder à une revue succincte de bonnes pratiques implémentées dans le monde et en particulier dans des pays culturellement semblables aux régions visées, sur la question de la protection de la scolarisation de la fille tombée enceinte à l'école ;
- proposer des modifications de de la circulaire ;
- proposer une note de plaidoyer/exposé de motifs en vue du réaménagement de la circulaire
- proposer des solutions appropriées à la protection de la scolarisation de la jeune fille enceinte.

3. Financement

Crédit préparation (PPA) IDA-V3330

4. Remise des offres

Les dossiers de manifestation d'intérêt comprenant (i) une lettre de motivation, (ii) un curriculum vitae détaillé avec mention de trois références professionnelles et de la liste des références des prestations similaires, (iii) des copies certifiées des diplômes et photocopies des attestations pour les déclarations figurant dans le CV doivent être déposés en 4 exemplaires (1 original et 03 copies) à l'adresse ci-dessus citée, au plus tard le vendredi 5 février 2021 à 12 heures précises, heure locale avec la mention :

« AVIS A SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET N°001 /ASMI/ MINEPAT/CTS/PFS/UGP/2021 DU 20 JANVIER 2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGE DE L'ETUDE SUR LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE VICTIME DE GROSSESSE PRECOCE EN MILIEU SCOLAIRE »

5. Critères d'évaluation

Le consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI), Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que des Services de Consultants et Services de Consultants, édition de juillet 2016 révisée en novembre 2017 et août 2018 ».

6. Renseignements complémentaires

La durée de la mission du consultant est estimée à 80 jours ouvrables maximum. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la mission. Les consultants intéressés peuvent retirer les Termes de Références tous les jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis entre 8h et 16 heures à l'Unité de Gestion du Projet Filets Sociaux, sis au quartier Bastos, derrière l'usine Bastos, BP : 5838 Yaoundé (Cameroun) ; Tel : (237) 222 219 225 / 222 219 226; Email : projet.filets sociaux@gmail.com.

YAOUNDE le 20 Janvier 2021

Le COORDONNATEUR

NJOH MICHELIN

**BMN: Avis d'Appel à
Manifestation d'Intérêt
N° 18/AAMI/BMN/CIPM du 25**

Novembre 2020 Relatif au recrutement d'un consultant individuel chargé de l'appui à l'élaboration du rapport d'activités 2020 et études d'impact pour le compte du Bureau de Mise à Niveau des Entreprises (BMN)

1. Contexte

Dans la perspective d'assurer la mise en 'uvre du Programme National de Mise à Niveau (PNMAN), la pérennisation du processus de normalisation et d'accompagnement d'un nombre plus important d'entreprises à la mise en place des systèmes de mangement, voire à la certification ; le Gouvernement du Cameroun a créé en décembre 2011 le Bureau de Mise à Niveau des Entreprises (BMN).

Le Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN), a pour mission la mise en 'uvre de la politique du Gouvernement en matière d'appui à la mise à niveau et la restructuration des entreprises industrielles. Placé sous l'autorité du Ministre chargé de l'Economie, le Bureau de mise à niveau est constitué d'un Comité de pilotage et d'une Unité opérationnelle.

Les moyens déployés dans le cadre de la politique de mise à niveau reposent sur les ressources financières, les ressources humaines, dont dispose le BMN, ainsi que sur la coopération et les partenariats.

Conformément aux orientations de sa tutelle (MINEPAT) et du

Comité de Pilotage, le Bureau de mise à niveau ambitionne de mettre à la disposition des départements ministériels impliqués dans la mise à niveau (MINEPAT, MINMIDT, MINPMESA, MINFI, MINRESI) ; des agences gouvernementales (ANOR, CBF, BSTP, CCIMA, API, APME) ; des Partenaires au Développement et des entreprises admises au PNMAN des informations relatives à son déploiement et de rendre compte de l'usage des ressources à lui alloué pour la réalisation de ses missions, à travers l'élaboration des rapports d'activités et d'études d'impact de son action auprès des entreprises.

2. Objet

Le présent Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt vise le recrutement d'un consultant individuel chargé de l'appui à l'élaboration du rapport d'activités 2020 et études d'impact pour le compte du Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN).

3. Financement

BUDGET BUREAU DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES

4. Remise des offres

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé et scellé, au secrétariat du Bureau de Mise à Niveau sis à Yaoundé Nlongkak derrière les services du Gouverneur de la Région du Centre ou Douala Immeuble SCI CEDAM Sarl à BALI, au plus tard le 17 Dec 2020 à 15h30mn heure locale, contre décharge et devront porter la mention suivante :

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°18/AAMI/BMN/CIPM DU
25 NOVEMBRE 2020 EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT
INDIVIDUEL CHARGE L'APPUI A L'ÉLABORATION DU RAPPORT
D'ACTIVITÉS 2020 ET ETUDES D'IMPACT POUR LE COMPTE DU BUREAU
DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES.**

« A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

5. Critères d'évaluation

Les critères de qualification sont les suivants :

- i) Etre un Consultant individuel dans le domaine de l'objet des présentes prestations ;
- ii) Justifier des capacités administratives, techniques et financières requises, notamment :
 - ii.1) présenter un dossier administratif conforme aux spécificités du point 3 ci-après ;
 - ii.2) avoir une bonne expérience dans l'étude de l'objet des présentes prestations ;
- iii) Ne pas avoir fait l'objet d'une évaluation de prestations négatives pour les consultants ayant déjà eu à exécuter des missions pour le compte du BMN (critère éliminatoire).

6. Renseignements complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès du Bureau de Mise à Niveau sis à Yaoundé Nlongkak BP 12278 Yaoundé Cameroun, Tel: 00237 222 20 88 23, Email : contact@bmncameroon.org, site web : www.bmncameroon.org ou auprès de l'Assistant Responsable Administratif et Financier du BMN, Tél. Portable : (00 237) 693 597 319/ 650 04 04 53, Email: nguinimendok@yahoo.fr

**CCAA: AVIS A SOLLICITATION DE
MANIFESTATION D'INTERET N°
00250**

/ASMI/CCAA/DG/PDST/SPM/11-20 Pour le recrutement d'un consultant individuel au poste de Responsable Administratif et Financier au sein de l'Unité de Gestion du Projet Régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route Douala- N'djamena (PCDN)

1. Contexte

Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité un financement de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement (Fonds de Préparations) pour financer les services d'un consultant individuel au poste de Responsable administratif et financier au sein de l'Unité de gestion du PCDN.

2. Objet

A la requête des Gouvernements du Cameroun et du Tchad, la Banque Mondiale a confirmé son engagement pour la préparation d'un Projet régional pour l'amélioration de la performance du corridor rail/route Douala-N'Djamena (PCDN).

L'objectif du projet est de réduire les coûts et délais de

transport sur le corridor rail/route Douala-N'Djamena à travers l'optimisation de la chaîne logistique notamment, la compétitivité des services de transport routier et de transit.

3. Consistance des prestations

Les principales composantes du projet identifiées au cours des échanges avec les parties prenantes sont :

- a- la réhabilitation de la voie ferrée Douala-Yaoundé ;
- b- l'aménagement des plateformes multimodales de transition rail/route et études concernant l'expansion du réseau ferré ;
- c- la réhabilitation et l'entretien du corridor routier N'Djamena-Moundou-Frontière Cameroun ;
- d- la facilitation du commerce et ;
- e- l'appui à la mise en 'uvre du projet.

Les arrangements institutionnels envisagés dans le cadre de la mise en oeuvre du projet prévoient au niveau bilatéral, le pilotage à travers deux comités (ministériel et technique) et au niveau national, une cellule de gestion du projet qui sera transformée en une Unité de Gestion du Projet après son démarrage effectif.

Au Tchad, la Cellule de Suivi et de Coordination des Projets - Transport (CSCP) déjà opérationnelle au Ministère des Infrastructures et des Transports a été identifiée comme l'unité de mise en 'uvre du projet.

Au Cameroun, il est prévu la constitution d'une Unité de Gestion du Projet (UGP) au sein du Ministère des Transports. Dans la phase préparatoire du projet, les diligences seront conduites par l'Unité de Gestion du PDST volet aérien de la CCAA en ce qui concerne les aspects fiduciaires et la Cellule provisoire du projet constitué au Ministère des Transports.

En vue de la mise sur pied de l'UGP et dans la perspective du démarrage du projet, il est prévu de constituer l'équipe de projet en pourvoyant aux postes clés parmi lesquels celui de comptable.

3- Le mandat du consultant

Les services du consultant consistent :

Sous l'autorité du Coordonnateur national du Projet, le Responsable Administratif et Financier sera chargé de la gestion administrative et financière du Projet dans toutes ses composantes nationales. Il assurera notamment des opérations administratives, comptables, financières et budgétaires ainsi que la production des états financiers et des rapports de suivi financier conformément à la réglementation en vigueur et suivant les formes requises par la Banque Mondiale.

Ses missions se résument en :

- superviser, organiser et coordonner les services administratifs, comptables et financiers ainsi que les services généraux ; mettre en 'uvre le manuel de procédures administratives et financières du projet en liaison avec les parties prenantes ;
- définir et mettre en place les principes et méthodes comptables ;
- structurer les données représentatives de la bonne marche du projet en vue de faciliter la prise de décision ;
- procéder à l'évaluation qualitative et quantitative du projet.

Pour l'accomplissement des missions ci-dessus, le RAF aura pour tâches de :

- conseiller le coordonnateur sur les questions relatives à la gestion administrative, financière et comptable du projet ;
- assister le coordonnateur dans la supervision du projet et la mise en 'uvre effective des activités et la réalisation des objectifs ;
- veiller au respect des procédures administratives, financières et comptables et à leur mise à jour ;
- contribuer à la collecte des données et à la mise à jour des

outils de suivi et d'information du projet (tableaux de bord, de résultats, indicateurs') ;

- contribuer à la préparation et à la gestion des contrats et conventions avec les partenaires du projet ;
- suivre toutes les opérations financières du compte du projet (engagements, retraits, règlements, décaissement, paiements) ;
- veiller à l'éligibilité des dépenses et au respect des quotas financiers alloués ;
- assurer le contrôle des pièces justificatives de dépenses et des dossiers de paiement ;
- contribuer à la préparation du plan de travail annuel et élaborer les budgets associés ;
- produire les rapports de suivi financier et contribuer à la préparation des rapports d'activités du projet ;
- veiller à la bonne tenue des livres et registres comptables ;
- élaborer et gérer le plan de trésorerie ;
- suivre la mobilisation de la contrepartie nationale et les niveaux d'engagement y relatifs ;
- préparer et organiser la mise en place du personnel de l'UGP ;
- assurer la gestion administrative du personnel permanent et contractuel du projet ;
- assurer l'organisation, la mise en place et la gestion financière, matérielle et comptable du projet ;
- élaborer et mettre en place un plan de formation ou renforcement des capacités du personnel de l'UGP ;
- participer à l'élaboration des plans de passation des marchés ;
- élaborer les états financiers annuels ;
- rédiger les rapports périodiques de gestion financière ;
- préparer et organiser l'audit et la revue du projet ;
- suivre la mise en 'uvre des recommandations formulées par les auditeurs et les missions de supervision de la Banque Mondiale ;
- établir la liaison avec les services financiers de la Banque Mondiale pour toutes les questions se rapportant à la gestion

- financière et aux décaissements du projet ;
- co-signer avec le coordonnateur du programme tous les engagements et actes financiers ;
 - préparer les missions externes ;
 - assurer le suivi des courriers et dossiers administratifs ;
 - organiser la logistique des réunions, ateliers et séminaires ;
 - exécuter toutes autres tâches du ressort de ses compétences confiées par la hiérarchie dans l'intérêt du service.

Les termes de référence de la mission peuvent être retirés au Projet de Développement du Secteur des Transports dans le bureau du Spécialiste de Passation des Marchés ou sur simple demande » par courriel à l'adresse ci-dessous.

4. Participation et origine

Le Directeur Général de la CCAA invite les Consultants (individuels) admissibles à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus. Les personnes intéressées devront soumettre un dossier de candidature en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies comprenant :

- i. une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'UGP ;
- ii. un curriculum vitae détaillé daté, signé et certifié sincère sans photo, démontrant qu'elles disposent de qualifications et expériences pertinentes pour remplir la mission et mentionnant au moins trois (3) références professionnelles ;
- iii. une photocopie du diplôme requis ;

L'UGP se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées

5. Remise des offres

Les manifestations d'intérêt rédigées en français ou en anglais (01 original et 03 copies) doivent être déposées dans les locaux du PDST VA, sis à l'Immeuble CAA, 1er étage, bureau de l'assistante de direction, boulevard du 20 mai, soit transmis par courriel à l'adresse contact@ccaa.aero;

pdst.tender@ccaa. au plus tard 14 jours à partir de la date de publication de l'ASMI à 15 heures (heure locale), avec mention : « Manifestations d'Intérêt, Services de Consultants pour le recrutement d'un consultant individuel au poste de Responsable administratif et financier au sein de l'Unité de Gestion du PCDN».

6. Critères d'évaluation

Le candidat au poste de RAF doit :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (Bac+5 minimum) en gestion, finance et comptabilité, ou tout autre diplôme équivalent ;
- Avoir, au cours des dix (10) dernières années, acquis au minimum cinq (05) années d'expérience professionnelle satisfaisante à un poste similaire, dont au moins trois (03) ans dans les projets financés par les bailleurs de fonds, de préférence le Groupe de la Banque Mondiale ; Ou avoir, dans la même période, au minimum huit (08) années d'expérience professionnelle satisfaisante comme comptable directement rattaché au
- Responsable Administratif et Financier, dont au moins cinq (05) ans dans les projets financés par les bailleurs de fonds, de préférence le Groupe de la Banque Mondiale ;
- Une expérience avérée dans la mise en place et la gestion des outils de gestion (manuels de procédures, système comptable, ...) constitue un atout ;
- Avoir une bonne connaissance des mécanismes de financement et de la pratique des procédures et systèmes comptables et de gestion financière des projets ; la connaissance des procédures de gestion financière et comptables de la Banque Mondiale constitue un atout ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique et des applications courantes (Microsoft office, Internet) ;
- Avoir une bonne maîtrise des logiciels de gestion financière et comptable ; une expérience avérée dans

l'utilisation d'une version de TOM2PRO constitue un atout ;

- Démontrer de bonnes aptitudes en rédaction administrative, rédaction et analyse des documents financiers et en gestion du personnel ;
- Avoir le sens de l'organisation et de la bonne planification ;
- Avoir une aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir un esprit d'initiative et une rigueur dans le traitement des dossiers ;
- Etre disposé à encadrer le personnel d'appui du projet ;
- Avoir une parfaite maîtrise (écrite et orale) du français. Une bonne connaissance de l'Anglais serait un atout ;

7. Renseignements complémentaires

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures ouvrables entre 09 heures et 15 heures.

YAOUNDE le 19 Novembre 2020
Le DIRECTEUR GÉNÉRAL
ASSOUMOU KOKI Paule